

jusque là aucun impôt direct à payer. Je sais qu'il est toujours difficile de remplacer une taxe cachée par une taxe visible. Et la taxe de vente actuelle est bien cachée. Beaucoup d'Albertains croient honnêtement qu'ils ne paient actuellement aucune taxe de vente. Or, en 1988, la taxe de vente à la fabrication perçue en Alberta, a rapporté des recettes de plus de 1,3 milliard de dollars, soit 600 \$ pour chaque habitant de cette province. Vous tous ici présents avez assumé une partie de cette taxe.

Je prononce aujourd'hui mon premier discours de la décennie. Au cours des deux dernières semaines, on m'a rappelé que lorsque le Canada est entré dans les années quatre-vingt, j'étais Premier ministre. Si notre gouvernement avait duré plus longtemps, la décennie aurait été différente.

Il y a dix ans, j'étais en pleine campagne électorale. Campagne qui avait été déclenchée après que le budget que John Crosbie et moi-même avions présenté eut été rejeté. Notre gouvernement n'avait duré que huit mois : assez longtemps pour concevoir une politique mais pas assez pour la mener à terme, selon la boutade de John Crosbie.

Ce budget aurait fait augmenter le prix du gallon d'essence de 18 cents, le portant à 1,17 \$.

Ce budget aurait aussi réduit le déficit de 9 milliards de dollars d'ici 1984.

Au lieu de cela, le déficit a atteint en 1984 un record de 38 milliards de dollars et le prix de l'essence est passé à 2,14 \$ le gallon.

Il ne s'agit pas d'être nostalgique. Mais si les Canadiens avaient appuyé le budget de 1979, nous n'aurions pas les difficultés économiques auxquelles nous faisons face aujourd'hui. En fait, nous n'aurions pas eu non plus, ni le Programme énergétique national, ni l'entente constitutionnelle qui a écarté une province et mis ainsi en péril l'avenir du pays.

En 1979, en 1984 et aujourd'hui encore, la réforme économique a été le point central du programme des Progressistes conservateurs. Voilà pourquoi nous avons mis fin à l'AEIE et au PEN, pourquoi nous avons réduit les dépenses gouvernementales et donné effet aux mesures de privatisation les plus radicales de notre histoire. Voilà pourquoi nous nous sommes battus pour l'accord de libre-échange et créons de nouveaux marchés dans le monde entier. Enfin, voilà pourquoi nous nous sommes lancés dans la réforme fiscale.